

L'intersyndicale nationale doit cesser de protéger Macron ! Pour une marche nationale vers l'Élysée le 1er mai !

Il n'y a rien à attendre des institutions



Sans surprise, le Conseil constitutionnel a validé la réforme des retraites. Il s'est même permis d'invalider le référendum d'initiative populaire (RIP) porté par la gauche, et soutenu par l'intersyndicale. Le Conseil constitutionnel n'avait aucune raison, de son point de vue, de désavouer Macron : la situation sociale est pour l'instant "sous contrôle" , et il fait donc le pari que cela restera le cas et que le mouvement social se dirige vers une défaite. Il n'a même pas offert une "porte de sortie" à l'intersyndicale qui était prête à s'engouffrer dans le RIP pour sauver la face. Une nouvelle demande de RIP a été faite et le Conseil constitutionnel devra se prononcer début mai.

Pourtant, le RIP est une voie de garage. A l'issue de plusieurs mois de collecte, le parlement pourra enterrer le référendum. Pourquoi s'en priverait-il ? Il sera alors bien compliqué de relancer une mobilisation qui aurait été battue quelques mois auparavant. L'intersyndicale pleurnichera et suppliera Macron (comme à son habitude), mais des millions de signatures ne feront pas plier Macron.

L'intersyndicale nous conduit dans le mur

L'enjeu est de rompre avec la stratégie suivie jusqu'ici par l'intersyndicale nationale. Cette stratégie ne peut mener qu'à la défaite. La succession de journées d'action dispersées ne bloque pas l'économie et les profits : elle épuise les travailleurs, leur fait perdre des journées d'action et au final les démoralise. Elle isole les secteurs en grève reconductible en empêchant les autres secteurs de les rejoindre, ces derniers se concentrant logiquement sur les journées d'action tant que l'intersyndicale nationale dirige la mobilisation. La CGT Total de la principale raffinerie de France a parfaitement décrypté (<https://tendanceclaire.org/article.php?id=1868>) la stratégie de l'intersyndicale. Alors que le secteur des raffineries a mené une grève reconductible à partir du 7 mars, il ne pouvait pas continuer cette grève pendant des semaines de façon isolée. Non seulement l'intersyndicale n'a pas appelé les autres travailleurs à rejoindre les raffineurs (et les éboueurs, les énergéticiens, les cheminots...) dans la grève

jusqu'au retrait, mais elle a refusé de s'opposer aux réquisitions qui ont brisé ces grèves reconductibles.

En un mot, l'intersyndicale a protégé Macron et canalisé la colère populaire dans des journées d'action, dont la répétition ne pouvait que conduire à l'épuisement des forces et des motivations. De façon fort logique, après le regain de la mobilisation suite au 49-3, le nombre de manifestants n'a fait que décliner entre le 23 mars et le 13 avril (selon la police, 1,1 millions de manifestants le 23 mars, 740 000 le 28 mars, 570.000 le 6 avril et 380.000 le 13 avril). Malgré les déclarations tonitruantes de la nouvelle dirigeante de la CGT (Sophie Binet) qui promettait un regain de la mobilisation et « plus de 3 millions de manifestants » le 6 avril, il n'en a évidemment rien été.

La contestation de la stratégie de l'intersyndicale se fait de plus en plus forte. Elle s'est fait entendre à l'intérieur du congrès de la CGT fin mars (où Martinez s'est fait mettre en minorité sur son bilan), même si la nouvelle direction mène malheureusement la même politique que la précédente. Elle se fait aussi entendre dans de nombreux syndicats et Assemblées générales. Après le 7 mars ou après le 49-3, un appel clair de l'intersyndicale à la grève jusqu'au retrait et à la mise en place d'un maximum de blocages aurait été massivement entendue et aurait pu permettre de vaincre Macron. Mais l'intersyndicale a voulu jouer en rester à des démonstrations de force symboliques pour influencer Macron et les institutions. Elle a refusé d'affronter Macron tandis que, fort logiquement, Macron n'a rien cédé - et les institutions (comme le Conseil constitutionnel) l'ont conforté.

Pour une marche nationale vers l'Elysée

Aujourd'hui, de plus en plus de travailleurs/ses comprennent que les journées d'action ne peuvent que mener à la défaite en étant de plus en plus faibles. Une demande monte en puissance : il faut changer de braquet et organiser une manifestation centrale à Paris qui marche vers l'Elysée ! Puisque l'intersyndicale a décidé que la prochaine grande échéance de la mobilisation serait le 1^{er} mai, battons-nous pour qu'une montée nationale sur Paris soit organisée ce jour-là. Si des centaines de milliers de travailleurs marchent vers l'Elysée, un saut qualitatif sera franchi et pourra ouvrir la voie à la grève générale pour vaincre Macron et sa contre-réforme.

Nous avons deux semaines pour mener la bataille pour cette grande manifestation nationale à Paris. Menons la discussion dans nos syndicats, dans nos Assemblées générales, et prenons position !

Macron peut être vaincu. À condition d'imposer la rupture avec la stratégie suivie depuis début janvier par l'intersyndicale nationale. Cela passe par la discussion politique à la base et par le développement de l'auto-organisation à tous les niveaux. Pour que l'intersyndicale soit contrainte d'entendre les exigences de la base ou qu'elle soit balayée par les masses auto-organisées.

Gaston Lefranc, le 16 avril 2023